

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
22 avril 2002  
Français  
Original: arabe

**Assemblée générale**  
**Cinquante-sixième session**  
Point 42 de l'ordre du jour  
**La situation au Moyen-Orient**

**Conseil de sécurité**  
**Cinquante-septième année**

**Lettre datée du 19 avril 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En réponse aux lettres d'Israël datées des 2 et 3 avril 2002 et aux allégations et contre-vérités habituelles qui y figurent, j'ai l'honneur de préciser ce qui suit :

1. Les affirmations israéliennes selon lesquelles les attaques du Hezbollah contre des positions d'occupation israéliennes auraient eu lieu « sans provocation » sont fausses, car l'occupation est en elle-même une agression et une provocation, comme l'a indiqué le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, dans ses rapports successifs sur la FINUL, en qualifiant d'actes de provocation les violations quotidiennes de la souveraineté du Liban commises par Israël sur terre, sur mer et dans les airs.
2. De l'aveu même d'Israël, les fermes libanaises de Chab'a sont occupées. Or, d'après la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes de l'ONU, notamment la résolution 46/51 de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1991, les peuples ont le droit de lutter pour récupérer leurs territoires occupés. En conséquence, il faut faire la distinction entre, d'une part, l'action menée par le Hezbollah contre l'occupation israélienne et, d'autre part, le terrorisme international, y compris le terrorisme d'État pratiqué par Israël et vigoureusement condamné par le Liban. En essayant de lier des actes de résistance légitimes à la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, Israël tente vainement de justifier les intentions belliqueuses qu'il nourrit secrètement contre le Liban.
3. En ce qui concerne certains des incidents survenus récemment dans le sud du Liban, hors des fermes libanaises de Chab'a, le Ministre libanais de la défense a précisé que le Gouvernement, la résistance et le peuple libanais avaient le droit et le devoir de libérer les fermes de Chab'a par tous les moyens légitimes. Le Gouvernement libanais s'emploie à maîtriser la situation le long de la Ligne bleue, qui s'étend entre Naqoura et les fermes de Chab'a. À cette fin, les forces de sécurité libanaises présentes dans le sud du pays ont renforcé leurs patrouilles sur le terrain et réussi à arrêter un groupe d'étrangers armés qui avaient, de leur propre chef, transporté et tiré trois missiles. Cette action ne relevait pas de la résistance menée



par le Liban, dont le but est de libérer le reste du territoire libanais toujours occupé par Israël.

4. Le Hezbollah, parti libanais représenté au Parlement libanais, a contribué de manière effective à la libération de la plus grande partie du sud du Liban, qui était occupé par Israël.

5. Au lieu de faire pression sur le Hezbollah pour qu'il cesse de résister à l'occupation, comme il est indiqué dans une des lettres israéliennes susmentionnées, Israël ferait mieux de se retirer des fermes de Chab'a, occupées par la force, ainsi que de tous les territoires arabes occupés, conformément aux résolutions de l'ONU.

6. Tout en réaffirmant son droit légitime de libérer la partie de son territoire toujours occupée par Israël, le Liban réaffirme son attachement à une paix juste et globale fondée sur les grandes lignes arrêtées à Madrid ainsi que sur le principe de la terre contre la paix, formule consacrée lors du Sommet arabe tenu les 27 et 28 mars 2002 à Beyrouth et reprise dans la Déclaration de Beyrouth et le communiqué final, comprenant l'Initiative de paix arabe, publié à l'issue du Sommet.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 42 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Houssam Asaad **Diab**

---